

ROBERT DOSSOU

Président de l'Association africaine de droit international, ancien ministre des Affaires étrangères du Bénin, ancien président de la Cour constitutionnelle du Bénin

Amir Ben Yahmed, directeur général de Jeune Afrique Media Group, président du Africa CEO Forum

On va revenir juste après, et je vais donner la parole à Maître Dossou, sur les atouts du continent et ce qui nous semble être les moteurs de la croissance de demain et les solutions sur lesquelles on peut essayer de mobiliser l'ensemble des énergies. Maître Dossou, nous avons parlé de déagisme. Tout ça a trait à la vie politique et démocratique, l'une de vos expertises. Avec votre regard, comment voyez-vous évoluer la situation dans les années qui viennent ? Nous sommes en train de subir un choc, globalement limité au Sahel, même si s'ajoutent la Guinée, et le coup d'État du Gabon qui est une autre forme un peu différente pas directement liée au problème de sécurité. Comment voyez-vous évoluer la situation sur le plan de la gouvernance en Afrique ? Considérez-vous que l'Afrique est en train de régresser ? On a eu une vague d'amélioration après la décision de l'UA de systématiquement condamner les coups d'État et d'exclure les auteurs de coups d'État de toutes les instances de décision. Mais on voit bien, depuis l'accumulation des coups d'État, que tout le monde est paralysé et que les institutions sont extrêmement faibles. L'Union africaine est complètement en dehors de la discussion. La CEDEAO n'a rien pu faire au Niger. Comment voyez-vous la situation évoluer dans les mois et les années qui viennent ? Voyez-vous cela comme un réveil pour les élites politiques ? Est-ce que ce sont les populations, notamment les jeunes, qui vont forcer à un changement de système politique ou démocratique ?

Robert Dossou

Merci. D'abord, je remercie les organisateurs d'avoir créé ce panel consacré à l'Afrique : Où va l'Afrique. Si l'on examine la situation d'aujourd'hui, à partir de notre point de départ, nous dirons que l'Afrique a globalement progressé malgré le Covid ; nous ne pouvons pas dire le contraire. Toutefois, l'Afrique dans sa globalité est en transition dans chaque secteur. Nous sommes en transition et rien n'est consolidé.

Prenons d'abord l'économie puisque nos premiers mots dans ce panel sont partis de l'économie. Tirant les leçons de mon expérience au ministère du Plan, et Monsieur Severino est témoin de cette période, nous nous attaquons à la macroéconomie et nous donnons des chiffres qui remplissent d'espoir. Cela dit, ces chiffres ne remplissent pas le panier de la ménagère. J'ai appris à cette occasion qu'il faut un temps entre le développement de la macroéconomie et le décollage de la microéconomie. Mais qu'est-ce qui intéresse le citoyen ?

C'est la microéconomie. J'ai constaté qu'ici et là – Côte d'Ivoire, Sénégal, Bénin, etc. – quand l'on donne des chiffres de progrès, la misère s'agrandit à la base et on ne peut pas l'expliquer, les gens ne comprennent pas. Il y a donc des paramètres qu'il faut revoir. J'ai dit tout à l'heure que nous sommes en transition et que rien n'est stabilisé. Nous observons une vague de démocratie en Afrique, que nous avons adoptée, car l'on ne nous a pas imposé la démocratie. En effet, c'est une injure que de penser et de dire que l'on nous a imposé la démocratie.

Amir Ben Yahmed

Vous ne participez donc pas au débat actuel qui est assez populiste et qui consiste à dire que la démocratie africaine ne doit pas être la même que la démocratie globale ?

Robert Dossou

Sauf le respect que je dois à ceux qui ont prôné ce prétexte-là, je dis qu'il n'y a pas de démocratie ethnique : de démocratie pour le blanc, de démocratie pour le noir. La démocratie est issue des droits de l'Homme et du respect des droits de l'Homme. Il n'y a pas un droit de l'Homme pour noir et un droit de l'Homme pour blanc. La démocratie est un précepte universel, avec des modalités d'adaptation. Et ceux qui, du haut de la tribune des Nations unies, au fil des ans, proclament qu'on a imposé la démocratie, que c'est un modèle occidental et non pas un modèle africain et qu'il faut que nous revenions à nos traditions. Dans ce cas, nous n'avons qu'à prendre des peaux de panthère pour nous habiller et nous serons dans la tradition. Ceux qui disent cela sont ceux qui ne veulent pas accepter les préceptes universels de la démocratie.

Toutefois, quand je parlais de progrès tout à l'heure, l'Afrique elle-même, et en particulier l'Union africaine et les communautés économiques régionales, ont toutes adopté des instruments proclamant et garantissant la démocratie. Des chefs d'États africains qui ont signé des instruments qui garantissent la démocratie, dans leurs pratiques quotidiennes, essaient de contourner ces instruments. C'est pour cette raison que je dis que rien n'est consolidé, ni sur le plan économique ni sur le plan de la sécurité humaine. En effet, si vous prenez le même pays d'une année sur l'autre, vous pouvez constater une baisse du taux de croissance soudaine, ce qui retarde d'autant l'essor de la microéconomie et le panier de la ménagère.

Monsieur Severino et le Général Béhanzin ont tous les deux soulevé la question de l'émigration. Je suis étonné qu'en Afrique nous ne consacrons pas de séminaire sérieux sur cette question de l'émigration. Le jeune Africain, parfois diplômé ou avec un métier technique en main, se disant qu'il n'a plus rien à faire dans son pays, tourne le dos à son pays, l'abandonne. Sachant qu'il peut mourir dans l'Atlantique ou la Méditerranée, il prend le risque de partir au nord. Cela a plusieurs significations et la plus importante d'entre elles, c'est qu'il estime qu'il ne peut plus personnellement rien faire pour faire avancer son pays. Justement parce que les principes décidés au niveau de nos États et de nos organisations régionales et continentales ne sont pas toujours bien respectés.

Regardez les généraux qui ont fait des *putschs* à gauche et à droite. Ils étaient derrière les chefs d'État et ils ont vu les chefs d'État signer les instruments qui ont été abondamment adoptés. Ils ont vu d'un autre côté des manipulations dans les élections, ils ont vu la

politisation de l'administration publique, l'instrumentalisation de la justice. Et chacun vient et fait ce qu'il pense parce que l'État lui-même n'est pas consolidé comme une institution, n'est pas reçu par les gouvernants et encore moins par les gouvernés comme une institution, mais comme un appareil dont une équipe s'empare périodiquement. Et ça se voit.

Amir Ben Yahmed

Je vais me permettre de vous reposer la question parce que vous n'avez pas répondu. Comment voyez-vous les choses évoluer dans les mois et les années à venir, sur ce sujet principalement de la gouvernance ? On essaie de répondre à la question : où va notre continent ? Êtes-vous neutre, êtes-vous afro-optimiste sur ce sujet, comme l'est toujours Lionel ou êtes-vous plus modéré et inquiet ?

Robert Dossou

Dans les années à venir, le progrès va se poursuivre. Je suis confiant que la consolidation aura lieu dans un demi-siècle. Nous allons toutefois traverser des années un peu difficiles parce que nous sommes un peu, de mon point de vue, dans la troisième guerre mondiale, qui n'a pas la même forme que les deux premières guerres mondiales. Asymétrique, multipolaire et multcentrée.

Amir Ben Yahmed

Nous reviendrons sur ce sujet, car je sais qu'il est cher à tout le monde, et notamment les relations entre notre continent et le reste du monde et comment ce qui se passe en dehors va impacter l'évolution politique et l'évolution économique.